

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N° 753 du 17 Mai 2003

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### **RAFFARIN T'ES FOUTU, LES COCOS SONT DANS LA RUE**

*Raffarin, t'es foutu, les cocos sont dans la rue. Voilà le seul slogan qui rende réellement compte de la manifestation du 13 mai et de sa signification profonde. Evidemment, vous ne l'avez pas entendu. Il n'y a jamais intérêt, quand on lutte pour la révolution prolétarienne, à dire la vérité : Lénine nous l'a appris. La vérité c'est pourtant que nous avons assisté à un nouvel épisode du complot mené contre la liberté par les totalitaires marxistes depuis un siècle et demi. J'oppose cette vérité à toutes les autres lectures données par la presse, voire par les hommes politiques eux-mêmes.*

*D'abord bien sûr la lecture basement économique : ces gens étaient dans la rue parce qu'ils veulent préserver l'avenir de leur retraite. Perdus dans la foule, il a dû se trouver quelques milliers de naïfs pour y croire. Ils ne se sont pas aperçus qu'ils étaient entourés de gens qui ne sont pas concernés par la réforme Fillon : cheminots, traminots, contrôleurs aériens, pompiers, électriciens, gaziers et tant d'autres. Leur naïveté est excusable. On leur dit que l'on ne pourrait pas payer les retraites demain si on ne change pas quelque chose aujourd'hui – ce qui est vrai – et que la réforme Fillon allait aggraver la situation – ce qui est faux puisqu'elle ne change rien au catastrophique système de la répartition.*

*Une lecture plus réaliste suggère que ces manifestants sont des privilégiés qui cherchent à conserver leurs « acquis sociaux ». Il est vrai que l'alignement (tempéré et partiel) du public sur le privé a de quoi révolter ceux qui pensaient que leur statut de fonctionnaire ou de salarié du public les mettait à l'abri de tout sacrifice. Faire payer les autres au nom du service public est une habileté que cultivent avec application et en toute bonne foi deux Français sur cinq. Leur comportement est parfaitement logique. Cette lecture corporatiste, conforme aux enseignements du « public choice », est cependant insuffisante. D'autre part les manifestants de l'Education Nationale étaient déjà là le 6 mai et y seront encore le 25 pour des raisons qui sont au-delà de leurs simples privilèges : le refus de la décentralisation (timide et partielle), le refus de voir diminuer les postes, alors même qu'il ne s'agit pas de licenciements, et qu'il n'est nul besoin de plus d'enseignants quand il y a moins d'élèves – d'ailleurs Luc Ferry s'est « rattrapé » en remettant 16.000 emplois dans la balance. Tout cela prouve bien que ce qui les intéresse n'est pas seulement la défense de leurs intérêts bien peu menacés dans l'immédiat, mais aussi la différence de regard qu'ils portent sur leur place dans la société, et le rôle de l'enseignement public laïque et unifié. D'autre part, ces fonctionnaires émérites décident de manifester à nouveau, alors même qu'ils font semblant d'exiger des négociations, mais sans attendre que celles-ci s'organisent (en dépit de la bonne volonté du Premier Ministre qui veut une position « ferme mais pas fermée »). Cela veut bien dire : la manifestation est plus importante que la négociation.*

*Voilà qui nous conduit à la troisième lecture, celle que je vous propose. C'est la lecture idéologique, c'est la volonté de croiser le fer avec le gouvernement en place. Pour des raisons contingentes sans doute, nées de la déroute de la gauche en 2002, mais surtout pour des raisons profondes. Il s'agit d'abord de rappeler que la rue a du pouvoir, que quelques leaders syndicalistes qui ne représentent pas le peuple et n'ont aucune légitimité démocratique, proche ou lointaine, peuvent bloquer le pays, prendre la population en otage et terroriser le gouvernement – quel qu'il soit*

*C'est en s'emparant de quelques points stratégiques de St Petersburg que les bolcheviques ont amorcé la Révolution d'Octobre : la technique du coup d'Etat avait été scientifiquement pensée.*

*Il s'agit encore de rejeter tout ce qui, de loin ou de près, ressemblerait à une avancée vers la liberté. Tenter de rompre le mammoth en déplaçant certains centres de décision de Paris vers les régions est une menace pour le monopole syndical. Imaginer que les enseignants aient des obligations de service public et doivent enseigner les enfants au lieu de les endoctriner ou de leur faire perdre leur temps, c'est aller à l'inverse du plan communiste Langevin Wallon qui depuis cinquante ans s'emploie à détruire l'instruction publique et nivelle par le bas pour rendre les masses plus malléables, mieux préparer au collectivisme. Songer que l'on recoure à la capitalisation, même très marginalement, pour limiter l'explosion des retraites, c'est entrer dans le temps de la Bourse, de la finance diabolique et oppressive.*

*Il s'agit enfin, et non le moindre, de projeter les Français dans un rêve collectif qui les affranchisse de l'impérialisme américain, de la mondialisation. C'est la grande revanche du marxisme-léninisme sur l'Occident marchand, c'est le grand espoir de l'Internationale reconstituée, de la solidarité avec les dictateurs et les terroristes au nom des droits de l'homme et de la libération des pauvres.*

*Foutu Raffarin ? Je ne le crois pas, parce que « les faits sont têtus », les lois de l'économie inévitables, la soif de liberté et de dignité des êtres humains inextinguible. Ce folklore est celui d'un autre siècle, d'un autre monde. Comme ailleurs la transition devra bien se faire. Les braillards se tairont, les petits chefs se discréditeront, et un peuple entier retrouvera le chemin du travail, du mérite et de l'harmonie. Dans un an, dans quatre ans ? Peu importe : comme disaient les Polonais « la vérité vaincra ». A Paris demain comme à Gdansk ou Varsovie hier.*

Jacques Garelo

## Conjoncture

### DEFICITS : PARIS ET BRUXELLES JOUENT AU CHAT ET A LA SOURIS

Rien ne va plus entre Paris et Bruxelles. La Commission en a assez des déficits français et des promesses non tenues et elle vient de le faire savoir en fixant à la France un ultimatum. Mais Paris a beau protester de sa bonne foi, les mesures ne suivent pas et les lettres de cadrage budgétaire sont bien insuffisantes pour rétablir la situation.

#### Ultimatum pour le 3 octobre 2003

Depuis le temps qu'on l'attendait, et que Bruxelles menaçait, il fallait bien que cela arrive officiellement. La Commission européenne a adopté à l'unanimité un projet de « recommandation ». Celui-ci intime à la France de « mettre fin à la situation actuelle de déficit excessif dès que possible et d'ici à 2004 au plus tard. Les mesures nécessaires doivent être prises avant le 3 octobre 2003 ». Autrement dit, il n'est pas possible de renvoyer le redressement de nos finances publiques aux années ultérieures : c'est avant 2004 que tout doit être réglé et c'est au début de l'automne 2003 que les mesures doivent, au plus tard, être annoncées.

Qu'est-ce que Bruxelles reproche à Paris ? Avant tout les déficits excessifs du budget en particulier, et des finances publiques en général. La règle des 3% maximum, fixée par le traité de Maastricht, a été dépassée, avec 3,1%, dès 2002. Pour 2003, si rien ne change, le déficit devrait être de 3,7% et, au mieux, de 3,6% en 2004. Or, ce qui est important, c'est que la France met en avant une explication de ces déficits liée avant tout à la conjoncture et notamment au ralentissement de l'économie. Ce n'est pas du tout l'avis de Bruxelles.

La Commission note en effet que ce déficit « n'est pas consécutif à une récession économique, la croissance du PIB réel ayant atteint 1,2% en 2002. Il ne résulte pas non plus d'un événement exceptionnel indépendant de la volonté des autorités françaises.

La grave détérioration de la situation provient principalement de dérapages des dépenses et de la mise en œuvre de réductions fiscales » sans réduction des dépenses. Autrement dit, pour Bruxelles, c'est la responsabilité totale du gouvernement français qui est engagée.

Celui-ci a laissé filer les dépenses d'assurance maladie, de chômage, de retraites comme les dépenses de l'Etat. La Commission apporte une précision : les deux tiers de ce déficit existeraient après des variations conjoncturelles : autrement dit pour des raisons de fond, et non liées au ralentissement de l'économie.

## **Vers des sanctions contre la France**

Dans ces conditions Bruxelles s'inquiète du fait que le déficit sera durable même en cas de reprise économique, si des mesures ne sont pas prises. Ce déficit structurel va se traduire à son tour sur la dette publique, qui va dépasser le maximum autorisé de 60% du PIB, et cela probablement dès 2003.

Bruxelles demande donc à la France d'améliorer dès 2003 le déficit structurel dans une mesure supérieure à ce qui est prévu actuellement. Cela signifie une réduction d'au moins 0,5% du PIB en 2004, pour repasser en dessous des 3% et se rapprocher au plus vite de l'équilibre. Car la Commission ne demande pas un simple effort ponctuel, mais un assainissement budgétaire profond au delà de 2004.

Cette recommandation devrait être adoptée par les ministres de l'économie et des finances des quinze le 3 juin prochain et il ne restera alors plus à Paris que quatre mois pour remettre de l'ordre dans ses finances publiques. Sinon, la Commission envisage tout un ensemble de mesures de rétorsion, allant de la mise en demeure à des sanctions pécuniaires.

Comment a réagi le Gouvernement français ? Il n'a pas paru troublé et le plus étonnant est la réaction de Francis MER qui affirme que les « conditions ne sont pas réunies pour un collectif budgétaire ». Mais comment espère-t-il réduire le déficit de 2003 sans collectif budgétaire ? Pour l'instant, il n'est question que du gel de quelques crédits, mais cela ne suffira pas. Et les mesures envisagées pour le prochain budget, en toute hypothèse, ne joueront pas pour 2003. Il semble donc que le gouvernement n'ait pas pris la mesure du calendrier.

## **Des mesures très insuffisantes**

Il n'a pas davantage pris la mesure de l'ampleur du problème. En effet, la préparation du budget 2004 n'est pas assez rigoureuse. Le premier ministre a enfin envoyé les lettres de cadrage aux ministres, que nous avons évoquées il y a quinze jours. Or ces lettres de cadrage sont très décevantes. Une mesure correspond à ce que nous avons annoncé : c'est le fait que l'Etat ne dépensera pas plus en 2004 qu'en 2003 en termes réels : autrement dit la croissance des dépenses sera de 0 hors inflation. Nous avons déjà expliqué que cette mesure était tout à fait insuffisante puisqu'elle équivaut à dire que le niveau actuel des dépenses publiques est satisfaisant, alors qu'avec un ensemble de dépenses publiques (Etat et protection sociale) de 54% du PIB, nous sommes bien au dessus de la plupart de nos partenaires. C'est bien une baisse des dépenses publiques qui s'impose.

Comment y parvenir ? Il y a deux méthodes, à utiliser conjointement : alléger les administrations publiques, ou les privatiser. Nous avons annoncé, car c'était la prévision de Bercy, que les lettres de cadrage ne prévoiraient que de remplacer la moitié des fonctionnaires partant à la retraite, ce qui ferait en 2004 une baisse d'environ 30 000. A nos yeux, c'était insuffisant, mais enfin la direction fixée était la bonne et un réel effort était envisagé. Mais résistera-t-il aux pressions syndicales ? On a déjà eu un aperçu de la suite avec les réactions des enseignants. Si le nombre de fonctionnaires ne diminue pas sensiblement, on ne voit pas comment les dépenses pourraient être réduites et les déficits avec eux. Quant aux privatisations, elles se heurtent toujours au mythe des « services publics à la française ». Les citadelles de l'énergie et des transports ne sont pas près de tomber. Donc, le petit jeu entre Paris et Bruxelles n'est pas terminé. Et, plus grave encore, alors que la baisse des impôts s'impose, l'Etat va continuer à augmenter les prélèvements obligatoires, pour maintenir les déficits dans une fourchette « raisonnable ».

## **UNIVERSITES GRATUITES, UNIVERSITES DETRUITES**

La question des droits d'inscription dans les universités, est, avec la sélection, un des grands sujets tabous du monde universitaire. Pour les diplômés d'Etat, les universités sont tenues d'appliquer des tarifs fixés par l'Etat à un niveau ridiculement faible et même symbolique (moins de 150 euros par an), ce qui fait qu'elles dépendent totalement pour leur financement du bon vouloir de l'Etat et de ses dotations budgétaires. Lorsque les universités essaient d'ajouter des droits supplémentaires (droits spécifiques), elles sont censurées par les tribunaux administratifs, sauf si ces droits correspondent à des prestations clairement identifiées et facultatives. Mais dans ce cas ce sont les syndicats enseignants et étudiants qui condamnent cette « hausse déguisée des droits d'inscription » et cette « atteinte à l'égalité entre les étudiants ».

Pour la première fois, un grand établissement universitaire, l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, vient d'oser s'attaquer de front à ce tabou de la gratuité des études supérieures. Son directeur Richard DESCOINGS vient d'annoncer son souhait de « lever le tabou de la gratuité de l'enseignement supérieur en France » et donc d'en « finir avec le mythe de la gratuité ».

Son analyse est fort simple : l'enseignement supérieur est en concurrence, non seulement entre les universités et les grandes écoles - qui, elles, fixent librement leurs droits - mais surtout sur le plan international entre les différents pays. Nombreux sont les étudiants qui n'hésitent pas à se déplacer pour recevoir ailleurs un enseignement de qualité. Or à l'étranger les droits sont en général libres - et substantiels - ce qui permet aux universités d'engager les professeurs de qualité et d'avoir les équipements indispensables. Selon M. DESCOINGS, les contraintes budgétaires de l'Etat font qu'on ne pourra pas compter sur lui pour relever le défi de la concurrence et qu'il faut donc trouver des financements auprès des usagers. C'est ainsi que les droits de scolarité, qui sont déjà plus élevés à Sciences Po que dans les universités classiques, car le diplôme n'est pas un diplôme d'Etat, passeraient de 1050 euros à 3 ou 4000 euros. Mais cette question ajoute le directeur « pourrait s'élargir à d'autres établissements universitaires ». On le voit, on restera loin des tarifs pratiqués dans le monde anglo-saxon ou asiatique ou même dans les grandes écoles en France.

Qu'en est-il alors de l'égalité des chances ? Réponse du directeur de Sciences Po : « Lorsqu'elle conduit à la paupérisation des universités, la gratuité constitue en réalité un obstacle à l'égalité des chances et aggrave la situation des étudiants les moins favorisés », par exemple parce que l'on peut moins suivre les étudiants et les faire travailler dans de petits groupes adaptés à chaque cas.

Bien entendu, cette hausse des droits devrait aussi s'accompagner d'exonérations ou de systèmes de bourses importantes pour les étudiants les plus démunis. Mais c'est là qu'il manque en France tout le réseau des fondations, en particulier des dotations des anciens élèves, qui permettent d'aider les meilleurs étudiants n'ayant pas les moyens financiers de payer des droits élevés. Des systèmes de crédits bancaires aboutiraient aussi à un résultat comparable. Mais tout cela est quasi-inexistant en France.

Les réactions aux propositions du directeur de l'IEP de Paris ne se sont pas fait attendre. Luc FERRY, ministre de l'éducation nationale, qualifie la décision de « courageuse » tout en se gardant bien d'autoriser la même chose pour les diplômés d'Etat dans les universités... Mais soyons rassurés : il y a l'opposition violente de la part de l'UNEF, ce qui est évidemment le signe que cette réforme va dans la bonne direction. L'UNEF accuse la direction de privatisation rampante et de vouloir « casser le service public de l'enseignement supérieur en remettant en cause son principe de gratuité ». Ces pauvres étudiants ( ? ) de l'UNEF ignorent sans doute que la gratuité (apparente) ne fait que détruire les universités. Faut-il le leur enseigner, gratuitement ?

## **VERS DES PRISONS PRIVEES : ENFIN !**

Rendons hommage, en toute bonne foi, à une initiative prise par le gouvernement la semaine dernière : les prisons « PERBEN », du nom du ministre de la justice. Le texte les instituant a obtenu le feu vert de Matignon et n'attend plus que la validation du Conseil d'Etat.

Ce texte va autoriser l'Etat à recourir au bail à construction, c'est à dire un système qui attribue un droit d'occupation temporaire de terrain public à une entreprise privée, pour une période de 15 à 30 ans. Cet opérateur privé finance, conçoit, construit et entretient entièrement une prison et l'Etat n'en sera qu'un simple locataire : le constructeur sera payé en facturant des loyers à l'Etat. Cela permet de soulager les finances publiques et surtout d'accélérer les procédures en échappant au Code des marchés publics. Le jeu de la concurrence jouant à plein, on peut avoir des prestations de meilleure qualité à moindre coût. Le système pourrait d'ailleurs être étendu à d'autres constructions que des prisons : hôpitaux, écoles ou bâtiments administratifs.

La compétition portera sur le financement, la conception, la construction et la maintenance du bâti. Le gouvernement semble hésiter pour ce qui est des services attachés à la vie de la prison comme le nettoyage, l'hôtellerie, la restauration, qui, pour l'instant, ne peuvent être intégrés dans l'appel d'offre général. Nous ne pouvons qu'inviter le gouvernement à aller plus loin et à assouplir la législation sur ce point, car si le gouvernement croit aux vertus de la concurrence pour la construction, il doit aussi y croire pour les services rendus.

Sur 13 200 places à créer, environ 10 000 le seraient par le jeu du secteur privé. Ici encore, on ne voit pas ce qui arrête le gouvernement en si bon chemin et si le système est bon, il doit s'appliquer à toutes les constructions nouvelles et non pas seulement à 18 nouveaux établissements sur 28. Pourquoi ces exceptions, et pourquoi s'arrêter en chemin sur la voie de la privatisation carcérale ? On pourrait privatiser la direction et la surveillance des prisons, suivant un cahier des charges garantissant la qualité de ces fonctions régaliennes. Tocqueville avait été envoyé aux Etats Unis pour y étudier cette originalité du système américain. Cela lui a permis de découvrir « la démocratie en Amérique ».

## **1000 GUERILLEROS COLOMBIENS A PARIS**

On sait quel rôle cruel et déstabilisant jouent les guérillas marxistes dans de nombreux pays d'Amérique latine et tout particulièrement ces temps-ci en Colombie. Les FARC détiennent de nombreux otages et menacent de les exécuter. La menace n'est pas vaine puisque qu'il y a quelques jours la guérilla marxiste a préféré exécuter dix de ses otages plutôt que de les voir libérés par l'armée, dont un ex-ministre de la défense et le gouverneur de MEDELLIN.

Le gouvernement colombien, à commencer par le président Alvaro URIBE, essaie donc de sauver la vie des autres otages et envisage même pour cela des échanges entre les otages détenus par les FARC (dont la franco-colombienne Ingrid BETANCOURT) et les guérilleros qui se trouvent dans les prisons colombiennes.

Mais que faire de ces prisonniers libérés, ces FARC que le président colombien a désigné par leur vrai nom : des « tueurs professionnels » ?

Le président colombien veut bien envisager un échange, mais en envoyant ces guérilleros libérés à l'étranger et non dans les rangs de la guérilla. C'est ici qu'intervient le gouvernement français. La Colombie fait appel à la France « pays ami » pour devenir « terre d'accueil » et assurer sur son sol le tutorat des plusieurs centaines de rebelles libérés.

Le porte-parole du ministère français des affaires étrangères a réitéré la « disponibilité » de la France dans cette affaire, déjà manifestée lors du passage de Dominique de VILLEPIN à Bogota en novembre.

Que les Colombiens cherchent une solution humanitaire pour sauver la vie des otages sans renforcer le guérilla, on le comprend. Mais que la France, le plus naturellement du monde, donne son accord à l'accueil éventuel de 1000 guérilleros marxistes sur son territoire, voilà qui est pour le moins surprenant. Certes, nous sommes une terre d'asile. L'asile politique consiste-t-il à accueillir tous les « tueurs professionnels » marxistes de la planète ? On pourrait suggérer à notre gouvernement de proposer un autre échange : 1000 Colombiens à Paris, contre 1000 cégétistes à Bogota.

### **ROCARD : « LA REVOLUTION, C'EST FINI ! »**

Si la droite a bien du mal à devenir ce qu'elle devrait naturellement être, c'est à dire libérale, la gauche pour sa part a bien du mal à se moderniser. Elle est loin d'avoir fait sa mutation, contrairement à la gauche travailliste anglaise de Tony BLAIR par exemple. La préparation du prochain Congrès du Parti Socialiste en apporte une nouvelle preuve. Les courants les plus extrêmes ont réalisé des scores non négligeables (plus du tiers des voix) et le courant majoritaire de François HOLLANDE est bien ambigu, comprenant lui aussi des personnalités très à gauche et hostiles au marché, comme Martine AUBRY par exemple.

Le seul qui ose mettre les points sur les i et qui ait semblé comprendre l'évolution du monde, c'est Michel ROCARD. Et c'est d'autant plus intéressant qu'il vient lui-même au départ de l'extrême-gauche, en particulier du PSU et du socialisme autogestionnaire. Interrogé par le Grand Jury RTL-Le Monde-LCI sur l'évolution du PS, il fait une réponse qui devrait faire réfléchir toute la gauche socialiste : « Depuis 1905, le Parti Socialiste est bien vivant. Malheureusement, son histoire intellectuelle est pénible : de toute la social-démocratie européenne, il a été le parti le moins courageux pour s'adapter au fait que, en gros, l'économie administrée ne marche pas et que le capitalisme a gagné. C'était le grand débat entre Jean JAURES et Jules GUESDE. Ca l'est toujours. C'est fou de voir que l'histoire a fait tant de pas en avant et qu'au lieu de devenir des experts en régulation d'une économie de marché, comme savent admirablement le faire les Suédois, on prétend toujours administrer ».

Mais M. ROCARD ne s'adresse pas seulement à la gauche du parti, mais aussi à sa majorité : « Le Parti Socialiste est vieux, malade et fragile. Il y a un pas en avant nécessaire, mais on ne le fait pas. Ce qui me fait enrager, c'est le retour du « il faut prendre l'argent là où il est » ou le « sortez les sortants », sans autre discours, ni proposition ».

Tony BLAIR est-il alors un modèle à suivre ? « En partie, oui. En ce sens qu'il a complètement accepté l'idée que la société contemporaine a des contraintes terribles et que c'est une société où joue pleinement la compétition. On avait oublié la concurrence. Et ça change beaucoup de choses. Mais ça n'empêche pas d'être réformateur. (...) La révolution, c'est fini ! Ca ne marche pas ».

Nous ne partageons pas, on le sait bien, les analyses « régulatrices » de Michel ROCARD. Mais ses réflexions vont dans le sens de la gauche européenne actuelle, et devraient être entendues. Malheureusement M. ROCARD n'intéresse pas l'extrême-gauche trotskiste ou communiste, ni même la majorité du PS. Voilà l'un des drames de la politique française : la gauche ignore que le capitalisme a gagné. Et comme la droite en gros l'ignore aussi, il reste encore beaucoup à faire pour en finir avec l'exception française.

## LA FRANCE A HORREUR DES REFORMES

*« La France aime les révolutions, mais elle a horreur des réformes ». Cette phrase d'André FROSSARD, citée par Bernard PLASAIT dans son discours d'ouverture, donnait la tonalité de ce Colloque sur les Réformes organisé par l'ALEPS, mercredi dernier 6 mai, un an jour pour jour après la défaite des socialistes et des frontistes. La Nouvelle Lettre se propose de donner cette semaine et durant les prochains numéros des transcriptions des conférences et débats, fort instructifs, avant que les actes complets de cette réunion soient publiés, dans le courant du mois de juin.*

### **Jacques GARELLO : OU EN EST-ON DES REFORMES UN AN APRES ?**

Il appartenait à Jacques GARELLO de présenter et le colloque et ses animateurs.

Le colloque concerne les réformes de structure de la société française, et non pas la politique globale du gouvernement. C'est une façon élégante de masquer les éventuelles divergences de position sur les relations mondiales ou européennes et sur les questions de sécurité.

Pour s'en tenir aux seules réformes, l'éclairage portera sur quatre d'entre elles, concernant l'Etat, l'emploi, l'éducation et la protection sociale. Ce choix n'est pas arbitraire, car il correspond exactement à ce qui jette les enseignants dans la rue en ce même jour 6 mai : refus de restructurer l'administration de l'enseignement en pratiquant une décentralisation (au demeurant partielle), refus de la suppression d'emplois, refus de démanteler le service public de l'enseignement, refus de l'alignement des cotisations de retraites sur celles du privé.

Sur ces réformes, la question n'est pas seulement celle du contenu, mais aussi celle du rythme. Visiblement le Premier Ministre a fait le choix de la médecine douce, du gradualisme, plutôt que de la thérapie de choc. Est-ce le bon choix ? Certes le gouvernement dispose d'un certain délai : « J'ai du temps devant moi » dit Jean Pierre RAFFARIN qui se voit (à la tête) en position pour 4 ans encore. Mais peut-on négliger les élections de 2004 (européennes, régionales et cantonales) ? Un retour en force de la gauche pourrait se produire si l'électorat réformateur ne trouvait pas son compte dans l'action gouvernementale.

Ce colloque sera animé par des personnalités issues de la société civile, administrateurs, membres ou amis de l'ALEPS et par des parlementaires. Cela est doublement encourageant. D'une part un dialogue s'ouvre ainsi entre société civile et société politique. Celle-ci a souvent tendance à ne s'intéresser à celle-là qu'en période électorale, voici au contraire l'occasion de rappeler à nos élus et à ceux qui nous gouvernent quelles sont les attentes des électeurs et de la « France d'en bas ». D'autre part ce dialogue est possible parce qu'il existe au sein du Parlement des élus qui ont, comme la société civile représentée ici, le souci de faire avancer les réformes. Pour parler de réformes, le mieux n'est-il pas de dialoguer avec les réformateurs ? Grâce à Hervé NOVELLI, créateur et animateur de ce groupe, plusieurs sénateurs et députés ont accepté de jouer ici le rôle de « modérateurs » : non pas modérateurs des réformes, mais modérateurs des débats, soucieux de faire le pont entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible. La politique n'est-elle pas l'art de rendre possible ce qui est souhaitable ?

### **Bernard PLASAIT : UN SURSAUT CREATIF POLITIQUE.**

Les parlementaires souhaitent les réformes, mais ils n'ignorent pas qu'elles sont difficiles à faire accepter. « La France aime les révolutions, mais elle a horreur des réformes ». L'action réformatrice se ramène habituellement à gérer quelques changements mineurs sans toucher à l'essentiel, sans prendre la moindre initiative. C'est une « politique notariale ». C'est ce qu'ont fait les socialistes au cours des cinq dernières années. Cet immobilisme est également dû aux pesanteurs administratives, face auxquelles l'homme politique se trouve souvent impuissant.

Il est impuissant lors du vote du budget car la loi des services votés interdit tout contrôle véritable de 95 % des dépenses budgétaires. Il est impuissant face à la haute administration, siège de la technocratie, et face aux cabinets ministériels, composés souvent des mêmes collaborateurs que ceux qu'avait le ministre antérieur. Il est même impuissant face au gouvernement de sa propre mouvance, qu'il doit soutenir quoi qu'il lui en coûte. Pour autant les problèmes importants ne sont pas réglés, les décisions indispensables ne sont pas prises : on attendra un moment plus favorable. Jean Paul DELEVOYE a comparé la vie politique à celle d'un bébé : il dort deux heures puis se réveille en pleurant.

Doit-on en rester à cette analyse pessimiste ? Certes non, mais elle nous engage à un surcroît de volonté politique. Les discours ne suffisent plus, si nobles soient les intentions, il faut passer à la réalisation. Ce sursaut politique est seul capable de nous mener sur la route des réformes. C'est en cela que la personnalité et les actes de Jean Pierre RAFFARIN sont appréciables : il a cette réelle volonté politique de réforme, il peut susciter cette réhabilitation du politique dont la France a besoin, il nous engage à un sursaut créatif. Les parlementaires réformateurs veulent l'accompagner et le soutenir dans cette démarche.

### **Hervé NOVELLI : UN CHANGEMENT DE CULTURE**

Il faut des réformes. Encore doit-il s'agir de vraies réformes, faites à un rythme soutenu. Mais rien ne se fera sans un changement de culture.

On ne peut pas appeler réformes les tentatives menées depuis des années pour réduire les dépenses publiques. C'est une vision comptable de la réforme : on s'attaque aux conséquences (budgétaires) mais non à la racine du mal. Par exemple, ré-équilibrer les comptes de l'assurance-maladie en augmentant les cotisations et en diminuant les prestations n'est pas une réforme.

Quant au rythme des réformes on le saurait être lent, parce qu'une réforme étalée sur plusieurs années est rattrapée par le cours des événements avant même qu'elle ait produit quelque effet. En fait le plus important est de rompre avec la culture d'Etat, qui est celle de la haute administration sans doute mais aussi des hommes politiques. Pour cela, trois mesures sont nécessaires : supprimer l'ENA ou la réduire au minimum, demander aux fonctionnaires d'abandonner leur statut s'ils veulent être élus, pratiquer le système « des dépouilles » (changer tous les cabinets et les grands directeurs). La politique a été colonisée par l'étatisme. Il est temps de rompre avec cette tradition et de mettre l'Etat au service du peuple.

---

### **AU SOMMAIRE DU N° 753 :**

**EDITORIAL :** Raffarin t'es foutu, les cocos sont dans la rue pp. 1-2

**CONJONCTURE :** Déficit : Paris et Bruxelles jouent au chat et à la souris pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** Universités gratuites, universités détruites p. 4 – Vers des prisons privées : enfin ! p. 5 – 1000 guérilleros colombiens à Paris pp. 5-6 – Rocard : « La révolution, c'est fini » p. 6 - La France a horreur des réformes. pp. 7-8

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : €30.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : €92.00.**

## **LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)